

La Chronique de Renart



Tous les 15 jours sur gauchebdo.ch

Illustration : maou.ch

Rentes aux crimes

RENTES AUX CRIMES • 23 Il n'y a pas que Baudet à traquer la retraite, les militaires aussi.

Publié le 21 juin 2019

Il n'y a pas que Baudet à traquer la retraite, les militaires aussi. Et parmi eux, 2'000 anciens nazis répartis dans toute l'Europe. Parce que, y compris pour un SS, on vit mieux avec sa retraite en France (ou en Pologne) qu'en Allemagne. Comme quoi: même fanatique, le patriotisme s'arrête aux frontières de la pension. Mais revenons aux pensionnés en question. «Défendre son pays», le plus souvent c'est bousiller celui des voisins. C'est parfois aussi envahir la planète. Ce fut en l'occurrence génocider Juifs, Roms, homosexuels et opposants politiques. N'empêche que tous ces bourreaux étaient soldats, et que la patrie reconnaissante leur verse depuis des rentes. Ce qui chatouille alors les neurones de tout animal sensé, c'est le problème suivant: est-ce que des génocides valent pour service à la patrie? Et là, d'un coup, il y a comme un silence de fiente qui s'installe. Parce que contrairement aux rentes versées, la réponse, elle, s'impose. Si la vengeance des victimes peut faire



débat, la récompense des assassins vous étrangle par les tripes. Alors que fiche?

Une fois n'est pas loi, votre goupil préconise de pratiquer un sport national cher au patronat: la chasse aux profiteurs. On doit réduire la dette publique? Fort bien. Commençons par retenir leurs retraites aux assassins, aux détourneurs de subventions, aux abuseurs de notes de frais, aux margoulins d'Abou Dabi, etc. Et comme tous les magistrats ou presque sont concernés, que chaque retraite signifie des centaines de milliers de francs, imaginez les millions à disposition pour, par exemple, avoir davantage de soignants aux HUG. D'ailleurs en parlant des HUG, on pourrait faire pareil avec toutes les directions déloyales de régies publiques sur les... allons: dix dernières années. Avec ça on devrait avoir assez de tunes pour engager des maîtres d'appui et mieux staffer les services sociaux. Parce que l'avantage de ponctionner les gros profiteurs, c'est qu'il y a davantage à ponctionner.

Abusivement vôtre,

Renart

Les démocrabes et la Répouleblique

LES DÉMOCRABES ET LA RÉPOULEBLIQUE • 22 Partout les votants votent. Juste que par ici ils le font un peu plus souvent qu'ailleurs.

Publié le 7 juin 2019

Partout les votants votent. Juste que par ici ils le font un peu plus souvent qu'ailleurs. Du



coup la machine à urner y est particulièrement efficace: carton réponse, bulletin à coches, enveloppes scelable et retour, mais surtout...brochure explicative. Avec, tout à la fin des 176 pages de thèses étatiques ou référendaires... eh bien mais les fameuses prises de position! Partis, jeunesses ou même sites internet: tous ont un avis à donner. Dont quelques bellespouleries à ressortir 20 votes plus tard: – Tu sais, début 2'000, les écolos étaient contre la gratuité des bus? – Non, défiente! – Si si, j'te jure! C'est bien sûr ce jour-là et sur ce vote précis que le Taon (le canard, pas la toquante) a donné raison aux Verts (le parti, pas les lombrics).

Mais revenons-en aux derniers objets à scrutins. Parmi eux, le financement des retraites de l'Etat. Pas celle de Baudet, celles des travailleurs (et donc d'un max de travailleuses). Comme souvent, deux projets prétendent

régler la question. Celui de droite fait casquer les retraités par les deux bouts (cotisations et prestations). Celui de l'ASLOCA et des syndicats paie les rentes en créant du logement pas trop cher. Et c'est là qu'on peut se régaler de voir qui soutient quoi.

Parce que si les camps s'étaient répartis selon l'usage (gauche et syndicats d'un côté, droite et patronat de l'autre), il y eut l'assourdissant silence du collectif féministe... Pas la moindre préférence affichée entre une dégradation des retraites et leur possible sauvetage social. Interloqué, votre goupil va visiter le site du «Frauen* streik». Et qu'y trouve-t-il? Toutes les raisons de la grève du 14 juin punaisées en vrac sur internet. Et notamment la demande (évidemment indispensable, cf. chronique du 7 février) de ré-internaliser les nettoyeuses à l'Etat. Alors quoi? L'idée des féministes serait donc de passer toutes les poutzeuses au public pour mieux les protéger, tout en laissant voter la loi qui leur piquera ensuite des rentes et du salaire? Et moi qui croyais que seule la FER était cynique...

Etoilement vôtre,

Renart

Protégez-moi des canards!

PROTÉGEZ-MOI DES CANARDS! • 21 Si Nathalie Faontanet peut compter sur le "Tribun de Genève", le "2 Minutes" ou encore "le Taon" pour voler au secours des entreprises et de leurs impôts, on aurait pu supposer la cause des travailleurs servie par "l'Essentiel Autrement".

Publié le 23 mai 2019



Si Nathalie Faontanet peut compter sur le Tribun de Genève, le 2 Minutes ou encore le Taon pour voler au secours des entreprises et de leurs impôts, on aurait pu supposer la cause des travailleurs servie par l'Essentiel Autrement. Eh bien que pouic! L'unique quotidien romand revendiqué moins à droite souffre d'un complexe que ses collègues n'ont pas: l'autocensure. En clair, ce canard qui se prend pour un chat a toujours peur de ne pas être suffisamment «objectif». Conséquence: il ne l'est pas. Vous me direz, jusque-là aucune différence d'avec ses concurrents. Oui, seulement lui ne l'est pas au détriment de ceux qu'il croit défendre. Et ça c'est un tantinet gallinacée.

Dernier exemple en date: le 1er mai. Un 1er mai particulièrement réussi cette année un peu partout en Helvétie, y compris en république calvinoise où le cortège a impressionné jusqu'aux perdreaux. Le syndicat

Omnia y a compté 6'000 manifestifs, la maréchaussée a prudemment avancé son 4'500. L'Essentiel Autrement, lui, n'en a vu que 2'500. Bon, ça ne change rien au fait qu'ils étaient là et plus nombreux. N'empêche. L'«objectivité» du canard tient au mieux du strabisme divergent, au pire de la poulerie intégrale.

L'épisode serait anecdotique, s'il ne trônait au sommet de foirades en série: grèves mal suivies et peu défendues, derniers mots d'articles régulièrement donnés au patronat (qui les tient déjà partout ailleurs), conférences de presse des syndicats boudées faute de pigiste... Bref: l'Essentiel Autrement a un lectorat pour le moins tolérant, puisqu'il lui pardonne des erreurs de jeunesse après 150 ans. Combien faudra-t-il encore de générations gâchées pour que le canard assume sa gauche... ou revienne franco à droite? Et quand je dis franco...

Poumesquement vôtre,

Renart

Gate Gourmerle et le petit pain qui tue

GATE GOURMERLE ET LE PETIT PAIN QUI TUE • 20 Si l'on en croit radio-business, le Far West social serait le prix indispensable pour garder nos employeurs.

Publié le 09 mai 2019



Si l'on en croit radio-business, le Far West social serait le prix indispensable pour garder nos employeurs. Toujours moins d'impôts pour l'Etat, des commerces commerçant le dimanche, des maçons maçonant la nuit, et de faux indépendants vous livrant les calzones à la pause bien sûr pas payée. Ben désolé mais c'est rien que de la fienterie. La vraie raison qui fait rester les boîtes ici... c'est le droit du travail. En Helvétie, les trois bibles du code français se résument à quelques feuillets de gallinacées. Mais d'abord et surtout ici on peut vous licencier quand on veut comme on veut, pourvu qu'on vous donne votre préavis.

Comme disait Georges Brassens dans sa chanson «Quatre-vingt-quinze fois sur cent...»: *J'entends aller bon train les commentai-res, de ceux qui ont des châteaux, des affai-res: c'est parce que tu n'es qu'un vieux goupil, un faux anar, que tu tiens ces propos bizarres.* Et pourtant

non. Une preuve? Prenez Gate Gourmerle, la célèbre boîte qui vous vend des rondelles d'œufs verts dans les avions. Eh bien elle vient de licencier à Genève un employé qui travaillait pour elle depuis 28 ans. Ayant commencé à 30 ans dans ladite boîte, l'animal avait donc 58 ans au moment du licenciement. Et vous voulez savoir pourquoi on l'a licencié? Après 28 ans de «fidélité»? A 7 ans de la retraite? Parce qu'il avait osé manger un petit pain destiné à la poubelle...

Unique motif du licenciement. Parfaitement recevable selon le droit local du travail. Eminemment cohérent avec la politique d'une entreprise que certaines gueules indélicates ont surnommée «Gate Goulag»... le détournement du petit pain de vers la poubelle qui devait réglementairement l'accueillir est un crime passible de perte d'emploi en Helvétie. Avec de tels pouvoirs sur ses employés, dites-moi quel employeur songerait à partir? Car le miracle économique suisse tient finalement à deux choses très simples: la bienveillance du pays à tolérer à la fois des fonds douteux et la tronçonneuse des patrons.

Massacrement vôtre,

Renart

Permis de ruiner

PERMIS DE RUINER • 19 Plus que sur l'Histoire, c'est sur leurs mythes que s'inventent les nations.

Publié le 19 avril 2019



Plus que sur l'Histoire, c'est sur leurs mythes que s'inventent les nations. Prenez les States. L'idée du cowboy dégainant son six coups pour planter un enclos dans la prairie et garantir la prospérité du clan contre l'assaut des Cheyènes ou des Comanchots, voilà ce qui autorise aujourd'hui le port d'arme et les tueries dans les écoles. Chez nous, on n'a pas encore vu d'arbalète décimer les préaux (ni même les pommiers). Par contre, ici les Vrenelis remplissent les cartouchières et nos westerns sont cotés en bourse. Avec toujours plus d'actions et de drames au bout du compte...

Car en voulant protéger le fric, on ne protège bien sûr que ceux qui l'ont... Des exemples? Regardez les contrats. Bientôt plus personne ne sera engagé fixe. Ublaires ou temporaires font désormais la loi. Et quand on essaie de limiter ces dégâts via des accords cantonaux, Swissstafing (faïtière des boulots sans

lendemain) hurle à la mort... et gagne devant les tribunaux.

Pareil pour les privatisations. Même là où l'Etat a décidé qu'il faut garantir un personnel fixe, mieux à même par exemple d'encadrer les personnes âgées en EMS, les patrons du privé font recours en justice, réclamant le respect du mythe helvétique par excellence: la sacrosainte liberté économique. Comme déjà dit dans cette chronique, l'aéroport a privatisé sa sécurité, la Ville et l'Etat leur nettoyage, et les récentes décisions fédérales veulent favoriser la santé privée en coupant les vivres à l'hôpital.

Bref, l'Helvétie a troqué son permis de tuer contre un permis de ruiner. Et on n'en délivre qu'aux seuls employeurs du privé, puisque ceux-ci ont assez de Vrenelis pour exercer un lobby constant et efficace sur nos élus. Alors c'est vrai, l'administration Suisse est probablement moins corrompue que d'autres, mais peut-on vraiment dire pareil de son système politique?

Anarchiquement vôtre,

Renart

The Big bouse

THE BIG BOUSE • 18 Entre nous: qui se soucie vraiment de savoir si les Yorkshires seront ou non Européens à la fin de l'année?

Publié le 04 avril 2019



Entre nous: qui se soucie vraiment de savoir si les Yorkshires seront ou non Européens à la fin de l'année? A part bien sûr Theresa May qui a sa truffe sur le billot. Hein? Qui? Seulement voilà, à défaut de s'occuper de ceux qu'elle pilonne de l'intérieur (versus gilets poussins) ou de l'extérieur (versus naufragés de l'Aquarius), il faut bien que l'Europe fasse son show. Tous les pays peuvent parler politique («Doit-on serrer la patte d'un tyran à l'Elysée?») ou culture («Soleure est-elle encore une vitrine pour le cinéma suisse?») ou société («l'Etat doit-il garantir une laïcité et, si oui, laquelle?») mais l'Europe...

L'Europe ça vous ennue tout le monde, de l'Oural à la Tour Belem. Sauf peut-être quelques étudiants en droit, quand la CEDH (Cour européenne des droits de l'homme) émet une jurisprudence audacieuse. Soit, selon un algorithme très compliqué, tous les soixante-

quatre ans trois mois douze jours six heures et quelques minutes (et ne me demandez pas quand tombera la prochaine). Du coup, entre deux jurisprudences, un accord bolonaises et une farce maastrichtienne, il faut bien meubler un peu le vide européen. Non?

Alors que je te brexite, que je te brexite pas, que je te rebrexite-à-moitié-pas-tout-à-fait-maintenant-mais-bientôt-et-si-c'est-pas-vraiment-vraiment-ça-fera-quand-même-très-mal, etc. etc. Sauf qu'au fond du fond, c'est quoi l'enjeu? Les petits-fils de Margorille Thatcher ne pourront pas passer leurs masters à Toulon? Les films de Khyène Loach ne seront plus distribués à Venise? La sauce à la menthe sera bannie de La Tour d'Argent? Que pouic! L'enjeu, c'est juste le fric. Et pas un des 5 millions de working poor anglais ne verra son sort varier, et ça que ça brexite ou pas. Au final, il n'y aura que la City et ses banques pour être en émoi si ça casse. Alors, de vous à moi, qu'est-ce que ça peut nous fiche? Rien, bien sûr, mais au moins ça remplit ma rubrique...

Internationalement vôtre,

Renart

Paquet piégé

PAQUET PIÉGÉ • 17 Ouf! LE PS genevois a eu comme un flash de mémoire. Il s'est souvenu que le socialisme n'avait pas germé en bourse.

Publié le 21 mars 2019



Ouf! LE PS genevois a eu comme un flash de mémoire. Il s'est souvenu que le socialisme n'avait pas germé en bourse. Du coup, les membres du parti ont voté contre ce piège aussi grossier que stupide de la réforme fiscale. Qui est en effet assez poule pour ne pas comprendre la mauvaise blague des régnants fédéraux? Dire à la fois qu'on va prendre moins de thune aux entreprises pour en donner plus aux aînés, même mon renardeau qui débute en math se fend la pipe.

Mais cette votation bidon rappelle une autre lapalissade: quand on dit non, en fait ça ne vaut que pour les améliorations sociales. Rappelez-vous: la «réforme fiscale» qu'on va trancher, on l'a déjà refusée en 2017. Or notre fabuleux Conseil Fédéral a juste changé de logo («RIE 3» versus «RFFA») et hop: on nous remet les couverts.

Pareil avec l'ouverture des magasins le dimanche. Est-ce qu'un animal parmi vous se rappelle combien de fois on l'a déjà refusée? Eh bien n'empêche qu'on va de nouveau voter dessus. Comme quoi quand on parle élus, Genève vaut Berne et réciproquement. Alors que, dans un même temps, les rares avancées dont on pourrait profiter ne sont pas mises en œuvre, ou pour le moins différées.

On se rappelle bien sûr de la fameuse assurance maternité, payée 60 ans après le vote (ça c'est pour Berne). Ou encore et comme déjà dit dans votre chronique préférée, les EMS qui n'ont toujours pas les effectifs pourtant votés en 2007 (ça c'est pour Genève).

Au final, il en va des lois comme de la criminalité. Un syndicaliste va distribuer un tract chez un patron qui n'en veut pas? Dans les 48 heures l'affreux gauchiste finit chez les perdreaux. Mais qu'un employeur paie ses maçons 7 euros de l'heure et les entasse par 18 dans un studio, 3 ans plus tard le Procureur y réfléchit encore. Au bout du compte et comme pour le crime, il serait utile de savoir à qui profite la justice. Ou les gouvernements...

Injustement vôtre,

Renart

Libérez nos salaires!

LIBÉREZ NOS SALAIRES! • 16 Ce qu'il y a de plus libre, en Helvétie, c'est l'entreprise. Mieux qu'un dieu, c'est un dogme!

Publié le 7 mars 2019



Ce qu'il y a de plus libre, en Helvétie, c'est l'entreprise. Mieux qu'un dieu, c'est un dogme! Du moment que votre projet revient à profiter du travail des autres, tout vous sera permis.

Longtemps, comme le gallinacée qu'il était, votre goupil croyait à l'existence d'un minimum de règles. Eh bien, dans les faits, non. Prenons les «faillites frauduleuses». Selon vous, interdit ou pas?

Avant toute chose, expliquons de quoi qu'on cause. Vous avez une boîte. Par exemple une boîte de la poutze (eh oui, le dernier exemple en date est dans la poutze). Le patron commence à en avoir marre de payer des salaires, mais il aimerait bien continuer d'être patron (on ne se refait pas). Comment doit-il s'y prendre? Eh bien d'abord il crée une deuxième boîte de poutze.

Ensuite il arrête de payer les employés de la première. Quand, après six mois ou plus, l'affaire finit au tribunal,

que fait ce patron aguerrri? Il met la première boîte en faillite et continue avec la deuxième. Conclusion: aucun salaire à payer et le business can go on. Pas mal, non?

Ayant vent du fait, votre goupil hurle aussitôt à la «faillite frauduleuse», pensant ainsi coincer le patron indélicat. Eh bien que pouic! La faillite en chaîne, en Suisse on appelle ça de la libre entreprise. Il n'y a fraude que (et seulement que) si la nouvelle boîte récupère du matériel de l'ancienne (véhicule, mobilier, etc.). Et encore! Comme de toute façon personne ne contrôle la chose, il n'y a à vrai dire aucune faillite frauduleuse «cheu nous» (quand on vous dit qu'on est les meilleurs!).

Comprenez: il existe bien un Office des faillites (si, si), mais son unique «vertu», c'est de voir si le patron a été suffisamment peu au fait des manicettes pour laisser traîner quelques punaises qui puissent encore se vendre et rembourser une demi-heure des salaires impayés.

Bref: la liberté de l'entreprise, c'est avant tout celle de disparaître quand ça l'arrange.

Frauduleusement vôtre,

Renart

Safetiti et Grosbidet

SAFETITI ET GROSBIDET • 15 Ça, même les Ricains ne le font plus. Depuis un certain 11 septembre, ils ont au moins compris une chose: la sécurité, ça ne se privatise pas. Surtout dans un aéroport.

Publié le 21 février 2019



Ça, même les Ricains ne le font plus. Depuis un certain 11 septembre, ils ont au moins compris une chose: la sécurité, ça ne se privatise pas. Surtout dans un aéroport. Du coup ce sont des perdreaux (des vrais!) qui officient aux portes d'embarquements, vous contrôlant armes et bagages. Avec tout ce que leur intrusion peut avoir de gênant, entre les pattes ou ailleurs. Seulement voilà : quand le moindre couac peut faire péter ses 3000 morts, on cesse de ricaner sur les économies. Alors qu'à Genève...

Eh bien à Genève, on se dit encore qu'il faut gratter des sous sur la sécurité. Et du coup, jugeant que la boîte déjà complètement privée et pourrie qui avait jusqu'ici le mandat restait encore trop chère, André Chiender, le jovial directeur de DjiViHA-Êrpôt, vient de décider de passer le marché à une autre boîte toute aussi privée et pourrie que la précédente, mais encore un petit peu

moins chère. Quand on sait que l'aéroport ne se fait plus que 79.8 millions de bénéfices chaque année (chiffres de mars 2018), on comprend qu'il faille de toute urgence redresser le manche à balai. Non?

Hélas pour notre canidé (Chiender, pas votre goupil), la procédure d'attribution de DjiViHA-Êrpôt a été invalidée via le tribunal. Mais surtout: les employés, qui arrivaient déjà tout juste à prendre leur pause, ne peuvent même plus se rendre aux toilettes. Poulets aux rabais, toujours moins payés, toujours moins nombreux et toujours plus bossant, ils en viennent à désespérer de leur condition et on le serait à moins. Avec le cynisme qui le caractérise peut-être, Chiender doit être maintenant en train de calculer combien lui coûteront des toilettes mobiles. Car s'il est vrai que la volaille peut vivre même en batterie, c'est surtout parce qu'on y prévoit des tapis qui transportent autre chose que des valises...

Poulaillèremment vôtre,

Renart

Tête de pont !

TETE DE PONT ! • 14 Les patrons de la poutze sont très fâchés.

Publié le 7 février 2019



Les patrons de la poutze sont très fâchés. Si si. Non seulement des ratons laveurs (surtout des ratones d'ailleurs) osent manifester ces jours à Genève pour garder leur boulot (devant des banques du centre-ville qui plus est), mais elles vont raconter partout que leur salaire est moins bon qu'à l'Etat. Pensez: de 4 à 13 francs de moins par heure. Quand on en gagne à peine 20, ça fait une patte (voire deux). Or ces affreuses ratones poussent le vice jusqu'à nous expliquer tout ça dans un clip («Nettoyeuses en colère») qui passe en boucle et sur le net. Voilà ce qu'en Suisse on appelle: une «violation de la paix du travail». Raison de la fâcherie des patrons que vous trouverez indiquée en tête de la présente rubrique (c'est-i' pas bien dit ?).

Comprenons-nous: si une nettoyeuse veut se plaindre, elle en a parfaitement le droit, bien sûr, mais seulement si elle ne le fait qu'à son patron. Libre à celui-ci d'y donner les suites prévues par le «partenariat social», c'est-à-dire... voyons, voyons... eh bien renvoyer la nettoyeuse à sa CCT (convention collective de travail) bien sûr, quand ce n'est pas renvoyer la nettoyeuse tout court. Et en lui rappelant au passage que, si le nettoyage ne lui plaît pas, elle n'a qu'à se faire maçon.

Ben oui, le salaire d'un castor de la construction n'a heureusement rien à voir avec celui d'une nettoyeuse. La raison? Elle est toute simple: on n'a pas vu encore deux mille ratones bloquer le pont du Mont-Blanc. D'accord, d'accord. Mais ne les verra-t-on jamais? C'est ce que se prennent à questionner toutes les animales exploitées d'Helvétie. D'où la conclusion du clip-que-vous-trouverez-mentionné-où-vous-avez-compris... c'est-à-dire un appel à la grève féministe du 14 juin 2019. Et quel se trouve être le mot d'ordre pour cette fameuse grève versus genevois? «Toutes au pont!» Il y a des slogans qui ne trompent pas.

Avignonesquement vôtre,

Renart

Dégâts co-libéraux...

DÉGÂTS CO-LIBERAUX... • 13 Avec ses ruades pour rester dans l'écurie, Baudet en éjecte des flopées.

Publié le 24 janvier 2019



Avec ses ruades pour rester dans l'écurie, Baudet en éjecte des flopées. Un peu comme dans la chanson des oiseaux sur le nid, où le petit dit «poussez-vous» et vire tous ses frères. Encore qu'ici le terme de «frères» soit un tantinet exagéré. Ou alors façon Karamazov (pour ne pas dire Kalachnikov). Alexandre de Senarclhyène et Christian Loupcher restent, pour Baudet, des cousins libéraux très second degré. Radical jusqu'au bout des caisses noires, le premier élu du canton sait défendre les siens, et laisser «Dieu» s'occuper des autres...

Du coup, l'assemblée générale qui devait statuer sur son sort n'a finalement fait que rappeler l'évidence: la cité de Calvin ne pratique pas non plus l'œcuménisme en politique. Et c'est avec 341 voix sur 709 que notre animal obtient le «soutien» des siens, les 56 abstentions faisant la différence (courage, broutons!). Gloria: l'Âne d'Or reste en selle et la Rex Publica n'a qu'à ravalier ses

couleuvres.

Mais croyez-vous que notre bourricot s'en satisfasse? Que pouic! Sitôt dans son abri précaire, l'ongulé s'attaque à ses procureurs. Pas moins. Il est vrai que les magistrats ont eu le toupet de vouloir informer le Conseil d'Etat sur les faits. Quel culot! Si on ne peut plus cacher tranquillement la vérité, à quoi ça vous sert d'être élu? Pour un tel crime, il faut à tout le moins que les procureurs se récusent. Et il ne saute aux yeux d'aucune bestiole parmi les journalistes que c'est justement ce que Baudet vient de refuser au Gouvernement, à son parti, aux Genevois... Se récusent. Sortir de scène. Arrêter les embrouilles.

Une fois de plus, ce qui vaut pour lui n'a pas cours pour les autres. Il aura passé sa carrière politique à juger et sanctionner, notamment les fameux Animaux de Sécurité Publique (ASP), et ce pour des erreurs bien moindres que les siennes. Mais à lui, il faut tout pardonner. Pourquoi? Parce que c'est Baudet!

Haroesquement vôtre,

Renart

Mon petit souillé...

MON PETIT SOUILLÉ... • 12 Vu sa flopée de renardeaux (dont une renardine), votre goupil s'est troué la fourrure à leur fêter Noël.

Publié le 10 janvier 2019



Vu sa flopée de renardeaux (dont une renardine), votre goupil s'est troué la fourrure à leur fêter Noël. Le sapin en vomissait ses cadeaux jusque sous le canapé... Bon, vous me direz, c'étaient des cadeaux éthiques. Même que certains étaient emballés «no-déchets». En fait c'est surtout renardine qui avait ficelé ses colis dans des vieilles écharpes et sermonnait sa fratrie quand ils tiraient sur les fils. Mais attention: le contenu était presque toujours culturel! Mangas belges et super-héros DC/Marveau. Sans compter qu'on les avait achetés chez les petits commerçants. Seulement voilà: des petits commerçants, il y en a flopée. Comment choisir?

C'est là que nos «amis» fachos ont eu la bonne idée de péter les vitrines de la Librairie du Boulevard, pile deux mois avant les fêtes. Provoquant illico un vertueux élan de solidarité via les emplettes des antifa. Au détriment non pas de la FNAC, toujours bondée jusqu'au tram, mais de l'unique librairie anar du canton: Fahrenheit 451. Et comme il en est voisin, votre goupil n'a plus eu qu'à y commander son graal du moment, c'est-à-dire Cerebus. Une BD de 6000 pages racontant les frasques d'un oryctérope ambitieux. Tour à tour mercenaire, premier ministre, pape, tavernier ou juste messie, le personnage du porc terreux ne vise qu'un seul objectif: s'enrichir.

Ce qui nous ramène à Noël et sa «Paix sur la Terre aux bêtes de bonne volonté». Une paix qui s'acquiert à coup de paquets, éthiques ou pas. Et depuis que Chalande est passé vider les comptes, la lecture de Cerebus n'en devient que plus indispensable: est-ce que le porc terreux va nous enseigner le moyen de gagner du fric? A défaut, on pourra toujours le revendre en seconde main et participer ainsi au commerce équitable...

Ethiquement vôtre,

Renart

Sot-sot-sot-solidarité...

SOT-SOT-SOT-SOLIDARITÉ... • 11 Invité à trinquer en prévision des fêtes, votre goupil s'est vu proposer par des animaux voisins de coder son immeuble.

Publié le 20 décembre 2018



Invité à trinquer en prévision des fêtes, votre goupil s'est vu proposer par des animaux voisins de coder son immeuble. Les arguments fleurissent le bon sens urbain : ces saligauds d'ailleurs qui viennent attendre leur bus assis sur nos escaliers, tandis que leurs potes junkies se piquent dans nos caves... Sans parler du petit Alexandre qui s'est fait braquer sa trottinette trois fois cette année. Dans quel terrier vit-on ? Sur la table, les canards du jour hurlent à pleines pages leur haine des bêtes tropicales. Résultat : L'Aquarius est à quai et les Briançonnais en prison. L'Europe a la mitraille cohérente. Elle rappelle qu'elle s'est faite à Schengen, pas à Porto Alegre. Chacun chez soi et la misère sera bien gardée. Non ?

Mais si. Regardez chez les gilets poussins d'à côté. On voit bien qu'en dix-huit mois à peine, l'esprit patriote du grand Maquereau y a fait des prodiges. Quand on reste entre Français, on peut au moins décider de qui sera pauvre ou pas. Après, si on s'étripe, c'est comme qui dirait en famille... Et dans une Europe verrouillée, il n'y a plus qu'à coder les riches contre les faucheurs de trottinettes et tout ira bien.

Hélas, comme toujours, restent ces empêcheurs de cliquer en rond. Généralement le genre de bêtes à qui on dresse des biopics, cent cinquante ans après leur mort atroce dans un commissariat de banlieue. Ou qu'on élit aussi parfois président, s'ils survivent à vingt-sept ans de prison. Bref ces résistants rarement aimés de leur vivant, car ils ont l'injurieux toupet de rappeler l'évidence : l'égalité des chances n'arrivera pas tant que le pactole mondial tombera dans si peu de poches. Du coup votre goupil a fait graver à la droite de sa porte, juste au-dessus du code saccagé par les junkies (oh les affreux !), l'indéboulonnable maxime du bon Orquwell : « Tous les animaux sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres ».

Catalognesquement vôtre,

Renart

Low Pay

LOW PAY • 10 Le cadre est chic. La lumière avantageuse. Et chaque animal présent tient son croissant enrobé dans une serviette jaune et son café bio entre deux griffes.

Publié le 13 décembre 2018



Le cadre est chic. La lumière avantageuse. Et chaque animal présent tient son croissant enrobé dans une serviette jaune et son café bio entre deux griffes. Au milieu des cravates un peu desserrées (ça vous friserait presque la canaille), un directeur de grosse entreprise vient de lâcher l'info : 45. Ah oui, quand même: 45! Ça veut donc dire que le lascar conserve encore 55% d'employés fixes... Nous voilà rassurés. Oui, parce que le 45 en question, c'est le pour-cent d'auxiliaires de l'employeur qui cause. Des salariés, donc. Mais des salariés qui sont payés à l'heure, quand on leur en donne. Et avec un montant horaire prévu quelque part entre 22 et 25 francs (pour les fins de carrière), ils ont intérêt à en faire un paquet, de ces heures, s'ils veulent continuer de loger pas trop loin de Cointrin.

Eh oui: la scène se déroule à l'aéroport de Genève. Et l'on y apprend ensuite, toujours du même employeur décidément bavard, que les travailleurs fixes qui lui restent sont désormais engagés à temps partiel... Quand on sait que les salaires d'un plein temps flottent quelque part entre 4'000 et 5'400 (pour les chefs, notez), le temps partiel en question doit tout de même régler le coût d'un studio, pour peu qu'il ne soit pas trop centré. Bon, si c'est le prix à payer pour rejoindre Madrid à 70 francs, la population genevoise sera évidemment prête au sacrifice. D'ailleurs, heureusement que les billets pour Madrid sont bien à 70 francs! Ça permet aux RH de Cointrin d'élargir, comme on dit, leur «bassin de recrutement».

Et dire qu'il y avait de mauvaises langues pour propulser Roblaire Deillon, ancien boss du site, tout en haut du podium des dumpeurs. Il peut désormais prendre sa retraite tranquille (à Madrid?): la relève est assurée...

Tarmaquement vôtre,

Renart

Etablissements Moins Staffés

ETABLISSEMENTS MOINS STAFFÉS • 09 Peut-être que vous ne le saviez pas, mais les EMS romands ont une calculette à soins.

Publié le 29 novembre 2018



Peut-être que vous ne le saviez pas, mais les EMS romands ont une calculette à soins. Du moins pour Neuchâtel, Jura, Genève et Vaud. Même que ça vient du Canada et que s'appelle l'outil « PLAISIR », c'est-à-dire « PLANification Informatisée des Soins Infirmiers Requis » (ah ces Canadiens...). Bref. Cette calculette calcule donc les soins requis par nos patriarches (en fait surtout des matriarches), à savoir les aïeux d'ici qui finissent dans des homes, sweets ou non. Ensuite ? Eh bien ensuite le politique décide parmi ces soins requis lesquels seront vraiment donnés. Parce que, selon ce politique, la calculette en question exagère un tantinet. Pensez : d'abord c'est des soignants qui l'ont conçue (oh les vilains !). Et puis surtout, les résultats de l'outil ne manquent pas de pousser mémé dans les ortolans. Des exemples ? Selon PLAISIR, 100% des soins nécessiteraient tout de même une douche par semaine, et pas moins de trois mobilisations par jour...

Comprenez que l'Etat doive y regarder à deux fois.

Pourtant, à Genève, la faune électorale avait tranché la chose. C'était en 2007. Par votation, les animaux souverains d'alors décidaient de donner « la totalité des soins requis » aux EMS. 11 ans plus tard, le nouveau magistrat en charge du dossier, Mauro Poggirafe, annonce fièrement assurer... 86% des soins. Ça, c'est de la réal-politique. Quand on n'a pas les sous, on n'applique pas les lois. Point barre. Sinon, à quoi ça servirait de faire un budget ?

Du coup le personnel vole d'horaires « coupés » (c'est-à-dire vos huit heures, mais avec cinq de pause en plus au beau milieu) en surchauffe quasi constante (levés-repas-toilettes-couchés-et-rebelote-à-l'envers-et-toujours-au-pas-de-charge). Bref : les joies du grand âge ne sont pas joyeuses pour tout le monde. Et bien qu'il soit régulièrement tancé par les syndicats, Monsieur Poggirafe dort à l'aise. Car il en va hélas de nos Conseillers d'Etat comme d'Al Caponey : s'ils finissent par tomber, c'est à cause du fisc ou d'Abou Dabi, jamais pour leurs crimes pourtant notoires et quotidiens.

Eliotnessquement vôtre,
Renart

La Nouba-ratzone

LA NOUBA-RATZONE • 08 Qu'est-ce qui lui a pris, à Baratzone? Non seulement il se l'est jouée Baudet, version Abou Dabi. Mais le voilà maintenant qui explose ses notes de frais, façon «after» chez Mike Jaguar.

Publié le 16 novembre 2018



Qu'est-ce qui lui a pris, à Baratzone? Non seulement il se l'est jouée Baudet, version Abou Dabi. Mais le voilà maintenant qui explose ses notes de frais, façon «after» chez Mike Jaguar. De quoi choquer tout bon média qui se respecte, et ce au moins sur trois manchettes.

Attention: ce n'est pas que leurs lecteurs s'illusionnaient encore quant à l'exemplarité des élus. C'est juste que, bon, tout de même, on parle ici de deniers publics...

Seulement voilà. Difficile de suivre l'avis des canards sur ces fameux deniers publics. Prenons Le Tribun par exemple. Il s'émeut vertueusement des dizaines de milliers de francs dont les taxis de Baratzone ont troué les caisses de la Ville. Mais simultanément, ce même canard défend becs et palmes les réformes fiscales qui, elles, vident par centaines de millions les caisses de l'Etat. Etonnant, non? Et bien ça, voyez-vous, chez Tamédia, ça s'appelle le «devoir d'information». C'est-à-

dire quand on colle des crocs aux souris et des sourires aux crocodiles. Autrement dit: le scoop est dans le sac et le bulletin dans l'urne.

Parce qu'au final, d'accord, ce n'est pas très éthique de se faire payer un gueuleton. Mais privatiser la santé ou l'enseignement, c'est tout de même un cran au-dessus. Remarquez, pour revenir à Baratzone, lui est adepte des deux méthodes. N'a-t-il pas vendu au privé la moitié de nos espaces verts? Laissons donc au magistrat le mérite d'une politique cohérente, en résumant son programme par un slogan qui fera date: «d'accord pour moins d'Etat, si ce qu'il en reste va dans ma poche».

Avec de tels concepts, comment contester au PDC sa place au Centre? Car si le palpitant est bien à gauche et que le portefeuille reste à droite, le tube digestif, lui, slalome entre les deux...

Fraisdebouchement vôtre,

Renart

La plaie du travail

LA PLAIE DU TRAVAIL • 07 «2'000 maçons sur le pont du Mont-Blanc, et lui et lui et lui... » Lui, c'est Nicolas Rufennec, le secrétaire de la Fédération des Métiers du Bâtiment (appelez-moi FMB).

Publié le 1^{er} novembre 2018



«2'000 maçons sur le pont du Mont-Blanc, et lui et lui et lui... » Lui, c'est Nicolas Rufennec, le secrétaire de la Fédération des Métiers du Bâtiment (appelez-moi FMB). Soit le gardien du temple entrepreneurial genevois. Droit dans ses bottes (de chantier), il distribue ces 16 et 17 octobre la bonne parole patronale aux médias qui la cherchent. Et que dit-il au juste? Ben que ce n'est pas très très très gentil de bloquer comme ça la circulation. Bon, vous me direz, s'il lui arrive de traverser la ville à vélo (pour rester fit), M. Rufennec n'est certes pas un adepte des Verts. Que ceux-ci soient d'ailleurs Verts couleuvres ou Verts crotales. Pas plus qu'il n'affecte le rouge, le bleu ou même le blanc des drapeaux syndicaux défilant sous ses fenêtres. Et l'on peut admettre que, pour un secrétaire patronal, l'élan de sympathie soulevé par les maçons soit difficile à avaler. D'où sa campagne de discrédit public.

Là où son discours se radicalise (oh le vilain mot), c'est quand M. Rufennec parle de «population prise en otage», et dénie par là même le droit de faire grève dans la rue. L'argument est fourbe. Car ce même M. Rufennec ne voudrait pas davantage d'une grève sur ses chantiers, hurlant aussitôt aux violations pénales à gogo, telles que «contrainte» (pour les travailleurs des autres branches) ou «violation de domicile» (pour le propriétaire des lieux).

Bref, ces 16 et 17 octobre M. Rufennec a fait son job d'ambassadeur patronal. Et il s'agit d'inviter les médias qui ont relayé ses propos, sans trop se poser de questions, à lui en poser quand même une: puisque la grève est un droit constitutionnel garanti, quelle serait la forme qu'elle devrait prendre pour trouver grâce à ses yeux? Et tant pis si la réponse tombe un peu à plat en ce centenaire de la Grève générale suisse, puisque M. Rufennec ne peut au mieux tolérer qu'un rassemblement pas trop bruyant, un dimanche et sur la place des Nations. Là où, assurément, ni les camions à béton ni les vélos de la FMB ne se verront jamais incommodés...

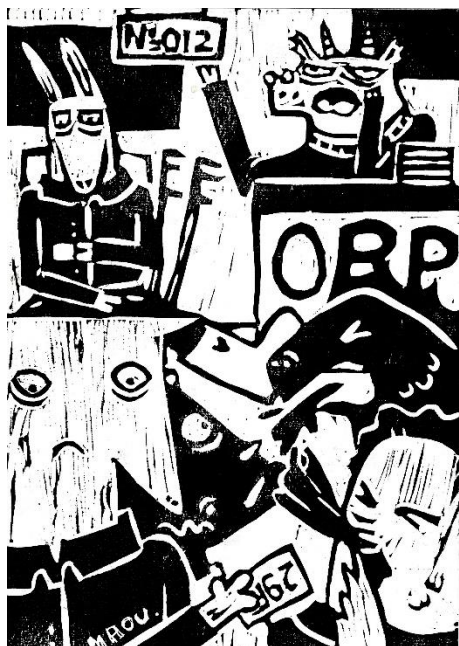
Maçonnesquement vôtre,

Renart

Haro sur l'assuré

LA CHRONIQUE RENART • 06 Il faut vraiment vouloir être malade! C'est en clair ce que se disent nos conseillers fédéraux et médicaux en révisant une loi derrière l'autre.

Publié le 18 octobre 2018



Il faut vraiment vouloir être malade ! C'est en clair ce que se disent nos conseillers fédéraux et médicaux en révisant loi derrière l'autre. Pensez : les assurances maladie et accident sont toutes bardées de médecins prêts à vous déclarer apte à monter les murs plâtré (vous, pas les murs). Et si vous contestez une de leurs décisions de fiente devant un tribunal, ça vous laisse trois ans sans salaire... Autant dire que tout animal sensé se rendra illico au chômage. Et comme dit mon cousin Grimbert (syndicaliste à Omnia) : « au final, c'est la collectivité qui subventionne le privé ». En l'occurrence votre APG (assurance perte de gain).

Eh bien ce joyeux billard financier sans limite ou presque ne suffit pas encore à nos APGistes. Ils viennent de décider de fliquer les assurés. Pas par des perdreaux, notez bien : par des détectives, caméras, internet et consort. Et ce Big Brochet nouvelle version débarque dans nos urnes ce mois de novembre 2018. La fameuse loi sur la « surveillance des assurés ». Avec des affiches à prévoir contre ces vilains fraudeurs qui font péter les primes.

Alors évidemment, si ça passe, vous oubliez la « sphère privée » (on peut vous filmer de partout ou presque). Mais surtout ce fichage méga-helvétique puissance mille va multiplier d'autant les contestations de paiement de nos pertes de gain par les joyeux assureurs déjà évoqués. Lesquels trouveront toujours que, si vous êtes allé chercher du lait, vous pouvez bien turbiner vos 45 heures. Et le plus étonnant dans tout ça, c'est que ce genre de loi qui ne sert clairement les intérêts d'aucun citoyen (à moins d'être actionnaire d'Helsana), ce genre de loi donc risque encore de passer... On comprend mieux que la Suisse soit le seul Etat à pratiquer la « démocratie directe » : avec un tel peuple, pas besoin de tyran.

Etrangèrement vôtre,
Renart

Lhareng Kurth : le retour du socialisme

LA CHRONIQUE RENART • 05 2012. Des infirmières de dialyse, des employées de restauration, des assistantes sociales... bref le gratin des terroristes locaux se met en grève à Neuchâtel.

Publié le 4 octobre 2018



2012. Des infirmières de dialyse, des employées de restauration, des assistantes sociales... bref le gratin des terroristes locaux se met en grève à Neuchâtel. L'hôpital qui les emploie s'appelle la Providence... Des mois durant, ces soignantes fanatiques et leurs collègues réclament l'impossible : garder une CCT. Laquelle pousse le toupet à s'appliquer sur tous les lieux de santé du canton. Fort heureusement, un groupe de cliniques privées (Swiss Medical Network, soit Genolier) a eu le bon goût de racheter la Providence (comme quoi tout se vend), en faisant casser cette protection digne des soviets.

Le litige s'enlise. Survient alors le Salomon du coin (appelez-moi Lhareng Kurth). Ce Conseiller d'Etat s'occupera bientôt de la santé (ça tombe plutôt bien). Et il est socialiste, tout comme bon nombre de syndicalistes du cru ou d'ailleurs (ça tombe encore mieux). Rassemblant les belligérants (non, on ne vous parle pas de moutons gestionnaires), Kurth leur déballe son sésame : il suffit d'accepter les nouveaux contrats pourris, sur promesse que SMN rejoindra plus tard la CCT. Croix de bois, croix de fer, si je mens on verra bien. Comme les grévistes n'y croient pas plus que ça, on les licencie aussi sec. Rideau.

2018. Lhareng Kurth vient de reconduire ce lundi 3 septembre la dérogation pour SMN. Traduction : toujours pas de CCT à la Providence. On comprend mieux les soupçons des grévistes. Mais ça n'empêche pas ledit Kurth de garder son sourire électoral en déclarant aux médias : « Sur le fond, rien n'a changé ». Et il a bien raison le bougre : la trahison est une constante en politique. Reste que certains menteurs risquent leurs sièges dans des cantons pas loin du sien. Alors promis : on en reparle sitôt que Lhareng sort... Désolé mais c'était trop tentant.

Conventionnellement vôtre,
Renart

Quand Baudet fait son marché (public)

LA CHRONIQUE RENART • 04 Ah, le français. Une langue de vipère, certes, mais parfaite en politique. Regardez nos élus. Servent-ils l'Etat ? Ou se servent-ils «de» l'Etat ?

Publié le 20 septembre 2018



Ah, le français. Une langue de vipère, certes, mais parfaite en politique. Regardez nos élus. Servent-ils l'Etat ? Ou se servent-ils « de » l'Etat ? De ce petit « de » dépend l'avenir d'un canton. Au hasard : Genève. Et aujourd'hui celui d'un élu. Au hasard : Baudet. Rappelons que l'animal préside l' « exécutif ». Soit en mode dico : « un pouvoir qui met en œuvre les décisions votées ». D'où l'inconfort des votants : quelle décision mettrait en œuvre Baudet en matant des bolides aux émirats ? Un mandat parlementaire pour limiter les émissions de CO2 ? Allez savoir ce que va encore nous servir le feuilleton médiatique...

Mais parlons d'un dossier justement délaissé par ces canards : les marchés publics. Le lien du magistrat avec l'immobilier et la construction n'est désormais plus à établir. Pourtant personne n'y lit l'explication possible de sa politique sur les temporaires. Rappelez-vous. Dans les marchés publics genevois, les syndicats voulaient limiter les temporaires à 10%. Les patrons à 20%. Baudet leur a permis 40%. Bon, l'affaire est aujourd'hui devant les tribunaux. Certains y verront la marque de fabrique du magistrat. N'empêche que tout ça vous emberlificote les neurones, non ?

Et peut-être pas tant que ça. Peut-être qu'au final, la farce du Baudet va se résumer d'un : quand on peut prendre, pourquoi se gêner ? Difficile pour les perdreaux de fliquer leur Conseiller d'Etat. Difficile pour les juges de le juger. Et probablement impossible pour le Baudet de ne pas aider tous ces gentils entrepreneurs, qui avaient eu le bon goût de garantir son élection. De cette comptine politique, la morale ne grandit sans doute pas, mais elle s'impose : si aucun parti n'est à l'abri des corruptions, il est plus facile de corrompre avec beaucoup d'argent...

Bénévolement vôtre,
Renart

L'Union Sans Scrupules

LA CHRONIQUE RENART • 03 Ce qu'il y a de bien avec la rentrée, c'est qu'il y a toujours en politique un coq pour annoncer ses résolutions estivales. Témoin notre Pierre-Grive Maillard (à ne pas confondre avec le petit Colin du même nom), qui a décidé d'assurer sa reconversion professionnelle.

Publié le 06 septembre 2018



Ce qu'il y a de bien avec la rentrée, c'est qu'il y a toujours en politique un coq pour annoncer ses résolutions estivales. Témoin notre Pierre-Grive Maillard (à ne pas confondre avec le petit Colin du même nom), qui a décidé d'assurer sa reconversion professionnelle. Or en quoi peut rêver de se métamorphoser un Conseiller d'Etat, lorsqu'il a servi 14 ans durant les intérêts patronaux de Vaud et d'ailleurs ? En lobbyiste de Nestlé ? En égérie d'Implenia ? En danseuse de Poutine ? Que nenni. Le bougre se voit en président d'USS, de son vrai nom « Union Syndicale Suisse ».

Bon. Il est vrai que l'USS porte ce nom un peu comme l'ont fait avant elle les syndicats du crime ou de la magistrature. Son histoire ressemble moins à la révolution qu'au maccarthysme. Et il faut bien avouer que sa seule invention « syndicale » à ce jour reste la paix du travail. Il n'en demeure pas moins qu'elle réunit ce que la Suisse compte de syndicats et que, même lâche, mou et socialiste s'il le faut, on imagine à sa tête un syndicaliste.

Ici la question de notre chronique devient ce que tout le monde en a prévu : Pierre-Grive Maillard est-il syndicaliste ? La réponse, tout autant anticipée, étant : bien sûr que pouic. Non pas parce qu'il a choisi un parti qui ne sait plus que les râteliers sont pour le bétail. Ni parce que ses concessions l'ont compromis de la crête aux ergots. Mais simplement parce qu'il ne laissera pour héritage de son traumatisme politique que la RIE III. Soit ce fameux tour de passe-passe qui vide chaque jour les caisses de l'Etat pour remplir celles de Novartis. Quand on s'occupe de la santé et du social, la farce vire au coupe-gorge.

Bref : laissons maintenant les travailleurs d'Aarau et du Locle mettre sur leur tête ce pou ravageur, et prenons la distance du sage qui sait que tout passe.

Zenesquement vôtre,

Renart

Mesures d'encoucougnement

LA CHRONIQUE RENART • 02 Bon. Imaginons. Vous êtes tranquille au terrier, en train de vous la jouer «Triviale Poursuite» avec Madame, quand soudain elle vous pose une question de gallinacé: «Est-ce que la gauche parlementaire est un oxymoron?»

Publié le 28 juin 2018



Bon. Imaginons. Vous êtes tranquille au terrier, en train de vous la jouer «Triviale Poursuite» avec Madame, quand soudain elle vous pose une question de gallinacé: «Est-ce que la gauche parlementaire est un oxymoron?» Si vous faites partie des 30% qui votent encore, ça vous coupe les pattes et le reste. Vous aimeriez dire non, mais vous cherchez d'abord un argument dans les... allez : 20 dernières années. Vous épluchez vos neurones: retraite, chômage, fiscalité... En vain. Et puis d'un coup hop: la grâce. Vous avez trouvé LE sujet que les bêtes roses et vertes ont porté à bout de cornes ou de chalutiers: l'Europe!

Oui mais attention : pas l'Europe des patrons. Celle des travailleurs. Tous unis derrière une même carotte marinée aux francs suisses. Même que ça porte un nom à faire frémir la nageoire frontale de Paul Raïesteiner: les mesures d'accompagnement (aux accords bilatéraux). Seulement voilà: une fois dit ça, personne ne sait très bien de quoi on parle. Des perdreaux syndicaux viendraient-ils menotter les employeurs ripoux (subtil glissement de l'oxymoron au pléonasme)? Des gouvernants auraient-ils baissé l'horaire légal à 49h semaine? Ou mieux: s'inspirerait-on de l'âge retraite, même revu, des animaux voisins pour l'appliquer ici? Rien de tout ça. Les mesures en questions se réduisent à un acronyme encore plus poule: CCT.

Entendez que, là où il y en a, les CCT sont censées garantir les mêmes salaires à toutes les bêtes qui travaillent. Et si leur patron ne le fait pas et qu'on le chope? Ben pas grand-chose. On l'amende et c'est tout. Faudrait voir à pas retarder le CEVA ou le Gothard. Pire: on le laisse continuer même quand il a violé 100 fois la CCT. Du moment qu'il paie l'amende, il est conforme aux exigences parlementaires. Ça, c'est de la mesure! Et mesure pour mesure, autant vous dire que votre Renart a trouvé où il va flanquer le bulletin de vote du Raïesteiner...

Oxymoronesquement vôtre,

Renart

Baudet 1er

LA CHRONIQUE RENART • 01 L'actualité vient de le prouver: à Genève, une bête n'en vaut pas une autre...

Publié le 14 juin 2018



L'actualité vient de le prouver: à Genève, une bête n'en vaut pas une autre. Témoins les ASP (Animaux de Sécurité Publique) qu'on avait sanctionnés par troupeaux en 2015. Leur crime? Avoir souillé l'uniforme. Comment? Par la grève, et qui plus est: une grève masquée! Appelé à trancher ce scandale illico, le sieur Baudet, ministre de la flicaille, avait rappelé la règle: un perdreau doit être exemplaire. Il ne peut se voiler le bec comme un vulgaire manifestant tombé du squat. Et vu que ces cuistres d'ASP l'avaient fait, il fallait leur baisser salaire et pantalon: pilori médiatique et amendes pénales au menu. Baudet ne rigole pas avec le sens du devoir.

Las, cette même année 2015, l'animal partait mater du Grand Prix à Abu Dhabi. Gracieusement offert par les HLM de Beyrouth, le voyage profitait aussi à son sbire: Patrick Beau-Lecygne. Vouloir imaginer un seul instant

que ces joyeux drills pensaient à autre chose qu'à la mécanique automobile relève de la pure conjecture et ne doit pas égarer les juges qui se trouvent encombrés par l'affaire. Encombrés, oui, car qui condamnerait son propre magistrat?

Comprenez bien: les élections sont repassées depuis (juste avant le scandale, mais on ne s'interrogera pas sur le timing qui a soulagé les électeurs d'un doute affreux). Baudet a pu redistribuer le gâteau gouvernemental. Or laisser en d'autres pattes une justice qui devra trancher son cas, avouez que ç'eut été ballot (et le ballottage, en politique...). Un jugement est vite tombé et l'erreur judiciaire jamais certaine. Du coup Baudet a préféré garder le sabot sur son affaire et, tant qu'à faire, il a aussi pris la présidence laissée par L'Anchois. La messe est dite (à St-Pierre bien entendu): Baudet 1er est sur le trône et les vraies affaires vont pouvoir reprendre! Quant au «sens du devoir»? Ne mélangeons pas Baudet et ses perdreaux. Chacun sa place et les poules seront réparties.

Baudesquement vôtre,

Renart